



**HAL**  
open science

## Nos camarades femmes

Édouard Sill

► **To cite this version:**

Édouard Sill. Nos camarades femmes: S'engager comme volontaire internationale en Espagne, un combat contre les siens? L'exemple des Françaises. Édouard Sill. ¡Solidarias! L'engagement féminin international et l'action des étrangères dans la guerre d'Espagne, Presses universitaires de Rennes, 2022, 978-2-7535-8277-4. 10.4000/books.pur.162740 . hal-04060149

**HAL Id: hal-04060149**

**<https://hal.science/hal-04060149>**

Submitted on 6 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

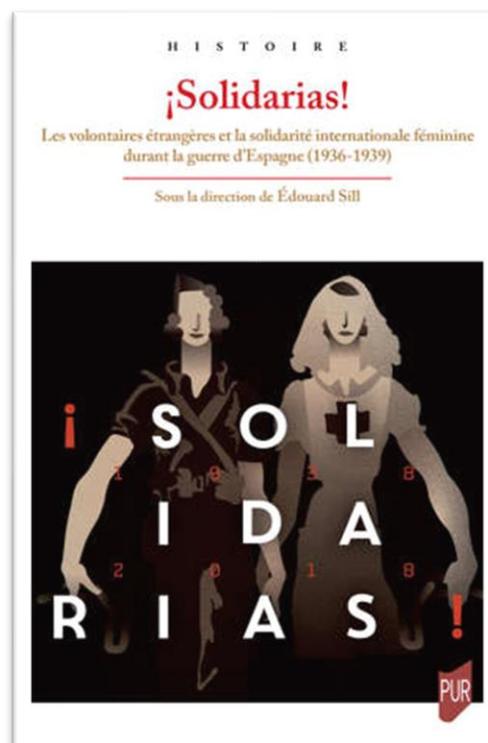
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# « Nos camarades femmes ». S'engager comme volontaire internationale en Espagne, un combat contre les siens ? L'exemple des Françaises

Édouard SILL

in SILL Édouard (dir.), *¡Solidarias! L'engagement féminin international et l'action des étrangères dans la guerre d'Espagne*, Rennes, PUR, 2022, pp. 65-78.

<https://www.pur-editions.fr/product/8238/solidarias>



Il ne saurait être question d'entreprendre ici un panorama exhaustif de la présence nombreuse et hétérogène des Françaises parmi les volontaires internationaux venus en Espagne durant la guerre civile. Pourtant, alors que les Français ont incontestablement été le groupe étranger le plus important dans l'espace gouvernemental espagnol et qu'une centaine de Françaises ont été formellement identifiées parmi eux, le sujet n'a pas encore été véritablement instruit<sup>1</sup>. Certes, le périmètre de ce groupe présente un certain nombre de difficultés. Ainsi, la nationalité est, dans le cas des Françaises, une valeur très relative : les binationales représentent près d'un tiers des volontaires dites françaises en 1937. Il s'agit d'étrangères ayant épousé un Français, ou de femmes nées en France de parents étrangers. Si les Espagnoles dominent parmi ces dernières, on y retrouve cependant des représentantes de l'ensemble des exils antifascistes ayant trouvé refuge en France durant les années 1930, les immigrations plus anciennes ayant bénéficié d'une naturalisation lors de la loi d'août 1927. La période observée affecte elle aussi la circonférence du groupe. Nombreuses furent les volontaires devenues françaises par une union contractée en Espagne. De plus, pour quelques

<sup>1</sup> Rémi Skoutelsky leur a cependant consacré quelques pages dans son ouvrage pionnier. SKOUTELSKY Rémi, *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales*, Paris, Grasset, 2001, p. 213 - 219.

militantes communistes venues ou envoyées en Espagne, le plus souvent des permanentes ou semi-permanentes du Parti, le mariage blanc avec un Français avait été une procédure commune, gérée par le Parti, destinée à les protéger ou à faciliter leurs activités. Enfin, ces Françaises ne vinrent pas seulement de l'autre versant des Pyrénées mais aussi de l'autre rive de la Méditerranée.

Au-delà de son périmètre labile, le groupe des Françaises présente cependant une particularité insolite : très présentes en 1936, les Françaises sont de moins en moins nombreuses à rejoindre l'Espagne, à rebours de la plupart des contingents nationaux de femmes volontaires. Ainsi, sur 63 volontaires françaises disposant de cette nationalité en 1936 et dont la date d'arrivée en Espagne est connue, les deux tiers sont venues avant février 1937 (dont huit déjà présentes en juillet 1936). De ce fait, après avoir été en surreprésentation parmi les miliciennes, ces « pionnières » semblent s'être évaporées bien avant la démobilisation des Brigades internationales, actant, à l'automne 1938, la disparition du volontariat international comme phénomène corrélatif de la guerre civile espagnole. Indiscutablement, la création d'une armée gouvernementale, à l'automne 1936, reposant traditionnellement sur la conscription masculine, en remplacement des milices populaires qui avaient pu associer des membres féminins, a été le principal facteur de réduction de la présence des Françaises dans le volontariat international en faveur de l'Espagne républicaine. Mais des facteurs spécifiques ont pu intervenir dans cette limitation.

Du fait de leur présence fournie et d'une documentation abondante, considérer les volontaires françaises c'est également observer l'ensemble du catalogue de restrictions et d'astreintes spécifiquement portées sur le fait même d'être femme parmi les volontaires internationaux. « Nos camarades femmes » : c'est par cet énoncé que les volontaires internationales furent désignées dans les Brigades internationales. Cette assignation imprécise atteste bien de leur statut incertain mais également des conditions mêmes de leur présence : comme volontaires spontanées, comme permanentes requises ou, plus ambigu encore, comme compagnes associées. L'ensemble constitue un groupe social distinct au sein de la communauté des volontaires internationaux, déterminé par le genre et, par là même, sujet à des obstacles, des entraves, des normes, des pressions et des soupçons inédits pour leurs camarades masculins.

### **Les Françaises, présentes au rendez-vous de l'Espagne**

Vue de France, l'association des femmes aux événements en Espagne semblait une évidence bien qu'objectivement floue. La confusion de l'espace militant et de l'espace militaire a engendré une dimension nouvelle où la mixité a pu être circonstanciellement suggérée par la foison des photographies- une photo de milicienne espagnole tous les trois jours dans les colonnes de *L'Humanité* du 20 juillet au 20 octobre – et par les légendes suggestives telles que « Les femmes assurent l'ordre à Madrid <sup>2</sup> ». Cette hyper-présence

---

<sup>2</sup>*L'Humanité* du 24 juillet 1936.

féminine, vérifiée également dans la propagande, a engendré un contexte favorable pour les aspirantes au départ vers l'Espagne, dans le sillage du départ des Espagnoles résidant en France<sup>3</sup>. Dans la plupart des cas, elles rejoignent l'Espagne avec leur compagnon, mari, frère ou père. À son arrivée en Espagne, le couple Gosset est affecté séparément, comme ce fut le cas le plus souvent<sup>4</sup>. Louise rejoint le front, infirmière dans l'autochir n°1 où seront pratiqués les premiers secours lors de la sanglante bataille du Jarama. Jean est à l'arrière, versé dans les services de l'état-major à Albacete. Mais certains couples ont pu rejoindre le front ensemble, où ils trouveront parfois la mort, comme les jeunes anarchistes Louis Recoulis et Suzanne Hans, 24 et 22 ans, miliciens dans la colonne Durruti de la CNT<sup>5</sup>. Leur camarade libertaire Georgette Kokoczyński, surnommée « Mimosa », 29 ans et milicienne infirmière de la même colonne, après avoir soigneusement entrepris un itinéraire espagnol solitaire, connaît le même sort. Certains couples parviennent à trouver une économie propre dans leur engagement combattant espagnol, malgré des trajectoires contrariées. À peine arrivée, Jeanne Maury se blesse d'une balle dans le mollet la veille du départ pour le front ; son compagnon part sans elle. Le comité français de la caserne de Pedralbes (milices de la CNT) la prend en charge avec sa fille de 11 ans. Mais comme « il y a trop de femmes que l'on ne peut employer », elle est envoyée dans l'industrie<sup>6</sup>. Après l'achèvement de la régularisation militaire, le couple Audoin-Naud est toujours en ligne ; en mai 1937, Maurice est devenu capitaine, Yvonne est enregistrée parmi les brancardiers<sup>7</sup>. Enfin, plusieurs Françaises démobilisées des milices sont employées au « Foyer du Français antifasciste » à Barcelone, participant à la réputation de ce *home* apprécié des miliciens francophones de passage ou en permission<sup>8</sup>.

Ces dérivations d'engagements et, par conséquent, de parcours, révèlent un impensé : venir en Espagne, mais pour quoi faire ? Ainsi, tandis que les Brigades internationales deviennent rapidement la seule destination possible du volontariat féminin, avec une priorité donnée aux militantes communistes ou sympathisantes, parrainées et au parcours sûr, des limitations et des contraintes de genre surgissent quant aux profils des volontaires. Vita Glanc en fit l'amère expérience :

La guerre d'Espagne éclate, je me dis : « chic, chic, chic, enfin un conflit armé, on va pouvoir commencer à bosser [...] Je suis allée au comité 33 rue de la Grange-aux-Belles,

---

<sup>3</sup> La plus fameuse, Marina Ginest à Coloma (1919-2014), devenue une icône de la guerre civile par le destin extraordinaire du cliché du photographe Juan Guzmán saisi sur la terrasse de l'hôtel Colón de Barcelone. Elle était née à Toulouse mais résidait à Barcelone et militait au PSUC.

<sup>4</sup> À l'exception des cas fréquents où la compagne était l'assistante du mari, le plus souvent médecin ou cadre politique.

<sup>5</sup> *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* n°22 21 novembre 1936.

<sup>6</sup> IISG FAI PE 15A2 : Dossier No. 64. *Voluntarios franceses*. 1936-1937.

<sup>7</sup> AGGCE PS ARAGON 82 Hilario Zamora : Rôle de paye du bataillon 4 de *septiembre* (117<sup>a</sup> Brigada Mixta, 25 división).

<sup>8</sup> *L'Avant-Garde. Journal du front* N°1 du 27 mars 1937.

j'ai dit que je voulais agir pour l'Espagne, on m'a répondu : « Tu es trop jeune pour être active, tu n'es pas infirmière »<sup>9</sup>.

Elle sera finalement acceptée dans le service de presse des Brigades internationales du fait de ses talents de polyglotte. Mais, avant même de devoir justifier son désir d'Espagne, il fallait pouvoir persuader ou s'affranchir. Vue de France, la guerre des Espagnoles n'était pas celle des Françaises, qui sont dissuadées de vouloir se rendre en Espagne.

En novembre 1936, lorsque les comités de solidarité multiplient les meetings en faveur de l'Espagne, les oratrices féminines locales et nationales tiennent toujours le même discours : le rôle des femmes de l'assistance est d'encourager les hommes à s'engager comme volontaires<sup>10</sup>. La place des femmes de France n'est donc pas en Espagne. La grande-presse oscillait entre moqueries pour cette « guerre en jupon » et insistance sur les conditions terribles affectant les Espagnoles<sup>11</sup>. Celles-ci ne peuvent attendre de clémence de la part de l'ennemi, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement les victimes des assauts de leurs camarades :

— Et les miliciennes ?...

— On les enrôle surtout pour distraire les hommes au cantonnement. Les belles qui font le coup de fusil sont fort rares. Quelle que soit la nature de leur mission, elles partent, il est vrai, d'une âme consentante. Nous ne pourrions en dire autant de nombreuses jeunes filles « enlevées » dans les rues de Madrid (certaines appartiennent à la plus haute société), qui furent conduites « parmi les soldats », avec d'odieuses escortes<sup>12</sup>.

Les témoignages abondent sur le fait que les entourages familiaux ont été franchement hostiles à l'engagement des femmes. Ce fut le cas pour Adelaïde « Adèle » Arranz, dont la famille (communiste) la trouve un peu jeune du haut de ses 18 ans. Quant à Juliette Albert, dentiste de 27 ans, on lui reproche d'être partie en laissant sa fille à sa belle-mère<sup>13</sup>. Vita Glanc le confiera plus tard à l'historienne Jacqueline Tardivel : l'Espagne, pour une femme mariée et mère de famille, « cela ne se faisait pas<sup>14</sup> ». Le Code civil ne se montre pas plus clément. Ce n'est en effet qu'avec la loi du 3 février 1938 que les Françaises majeures sont affranchies de l'autorisation du mari pour obtenir, entre autre, la délivrance d'un passeport.

---

<sup>9</sup> Interview de Vita Glanc réalisée le 21 décembre 1987 in TARDIVEL Jacqueline, *Des pacifistes aux résistantes, les militantes communistes en France, dans l'entre-deux-guerres*. Thèse de doctorat sous la direction de Michèle Perrot, 1993, p. 121.

<sup>10</sup> Archives départementales des Alpes-Maritimes 4 M 530. Le secrétaire de Police Broc André à Monsieur le commissaire de police. *Rapport*. Grasse, le 15 novembre 1936.

<sup>11</sup> *Le Petit Parisien* du 7 février 1937, p.3

<sup>12</sup> *La Gazette de Biarritz-Bayonne et Saint-Jean-de-Luz* du 22 Septembre 1936.

<sup>13</sup> **L'album de Juliette** un film de Odette Martinez et JC Mouton, Nanterre BDIC [prod, éd, distrib.], © 2002 [DL 2004] (35 min).

<sup>14</sup> Interview de Vita Glanc réalisée le 21 décembre 1987 in TARDIVEL Jacqueline, *Des pacifistes aux résistantes...* *op. cit.*, p. 121.

Certaines postulantes s'adressèrent directement aux Brigades internationales, par courrier, comme Marie Fertig, jeune communiste strasbourgeoise<sup>15</sup>. Sa requête atteste que les consignes étaient mal connues des militants, et survinrent un peu tard, fin 1937. Mais il n'y a rien qui différencie nettement ses motivations et sa compréhension générale des événements des aspirations des volontaires masculins. On y retrouve la double dialectique ressenti/désir et disponibilité/spontanéité qui forme la matrice de l'engagement volontaire étranger. La réponse qui lui est adressée est signée de Luigi Longo, c'est-à-dire du Commissariat général des Brigades internationales. L'interlocutrice est renvoyée à son rôle militant, pour ne pas dire à sa place : à son « enthousiasme » (le mot revient plusieurs fois) et aux activités des groupes communistes féminins auxquels elle n'a pourtant pas fait allusion. La motivation du refus tient intégralement à son sexe :

Nous sommes au regret de vous dire qu'en aucun cas, pour des raisons militaires très sérieuses, et avec l'expérience des premiers mois de la guerre civile espagnole, nous n'acceptons aucune femme. En effet, lorsque dans un bataillon il y a des femmes, le bataillon est décomposé pour des raisons que vous comprendrez. Chère camarade, nous regrettons donc, mais en aucun cas vous ne pouvez venir ni dans nos forces internationales, ni d'ailleurs dans les milices espagnoles qui n'acceptent plus de femmes. Nous sommes sûrs qu'avec l'enthousiasme que vous avez vous pourrez faire un travail très efficace pour nous aider. Par exemple une chose que vous pouvez faire c'est d'organiser le parrainage d'un bataillon par les femmes antifascistes de tous les partis de Strasbourg et sa région<sup>16</sup>.

Une époque est révolue, la spontanéité a perdu ce que les compétences ont gagné. Mais cette spécialisation du volontariat n'a affecté que les femmes.

### **Les Brigades internationales, un espace mixte ouvert aux Françaises**

Pourtant, à l'été 1936, les communistes français s'étaient montrés très favorables au volontariat féminin, comme l'atteste cet extrait issu de l'organe de liaison du Komintern fin août 1936 :

Dans un magnifique mouvement de solidarité les travailleurs ont commencé à réunir de l'argent pour les républicains espagnols, à préparer l'envoi de produits médicaux, à organiser le départ de centaines de femmes françaises comme infirmières en Espagne<sup>17</sup>.

De fait, le projet de « Brigades internationales » a été, dès l'origine, entendu comme un projet absolument mixte. Ainsi, le Service sanitaire international n'a jamais été soumis aux limitations de genre imposées dans les formations de combat. Une des premières brochures

---

<sup>15</sup> RGASPI 545.1.60 : Lettre de Marie Fertig à la Base des Brigades internationales à Albacete. Strasbourg, s.d. [13 décembre 1937].

<sup>16</sup> RGASPI 545.1.60 : Réponse de Luigi Longo à Marie Fertig. Albacete, 31 décembre 1937.

<sup>17</sup> *La Correspondance Internationale* n°35 du 8 août 1936, p. 961-962.

promotionnelles des Brigades internationales, rédigée à la fin de l'année 1936, comporte l'historiette suivante : un couple de Français demande à s'engager, elle est infirmière :

- Mais, camarade, tu sais que ta femme ne sera pas avec toi, qu'elle sera occupée dans un hôpital et que tu ne toucheras que ta solde de milicien, c'est à dire 3 pesetas par jour<sup>18</sup> ?

Les premiers hôpitaux internationaux sont installés à Albacete et Murcie, « la ville des blessés », par du personnel français provenant des dispensaires municipaux de la ceinture rouge de la région parisienne : Arcueil, Bagnolet, Draveil, Villejuif ou Vitry. Des figures telles que le Dr Suzanne Heck, médecin au dispensaire de Draveil ou Eugénie Bonneval, assistante du docteur Catalette et surnommée « Maman Bonneval », eurent un rôle prépondérant dans l'organisation du SSI. Au printemps 1937, une seconde vague de recrutement réalisée parmi les infirmières françaises communistes, syndiquées ou sympathisantes renforce les équipes. Parmi ces dernières, Jeanne Rouassant, institutrice de formation, parvint à être acceptée comme aide-soignante, non sans avoir eu de cesse de demander sa mutation au front. Comme pour beaucoup d'autres, hommes et femmes, l'Espagne est aussi une étape décisive dans sa vie intime.

Pour s'assurer du départ vers l'Espagne, il vaut mieux être recommandée. C'est, munie d'un viatique signé de Léon Jouhaux que Claire Chaffard, infirmière syndiquée à la CGT et professeure de culture physique, se rend en Espagne où elle obtient le grade de sergent (infirmière en chef)<sup>19</sup>. Une infirmière communiste passe par la CNT pour accélérer son départ, ce qui est mal vu mais excusé car elle est considérée comme une « militante active, sérieuse et intelligente<sup>20</sup> ». Les employées étrangères des services des Brigades internationales ont été pour la plupart sollicitées pour venir en Espagne. Plusieurs attestent avoir été enchantées de cette proposition et se sont considérées comme des volontaires à part entière. Point commun : elles sont pratiquement toutes parfaitement hispanophones et ont été formées par le Parti. Ces techniciennes de la bureaucratie pratiquent deux outils transnationaux : la sténotypie et la traduction. Adeline Taillepied de Ruiz, militante PCF qui participe aux combats urbains de Barcelone en juillet 1936, travaille pour le PSUC avant de rejoindre les BI en avril 1938<sup>21</sup>. Parmi elles, aucune Soviétique ni Espagnole, mais un petit groupe de professionnelles attachées au Parti, en grande majorité des Françaises telles que Bernardine « Dina » Bourrin, venue de Vitry, ou Henriette Royer. Cette dernière est une des pointures du petit personnel kominternien au pedigree impeccable et l'un des très rares volontaires internationaux à pouvoir invoquer comme témoins de moralité de sa biographie rien de moins que Maurice Thorez, Léon Mauvais, le couple Vassart, Benoît Frachon et Raymond Guyot. Elle était en

---

<sup>18</sup> MABILLE Léon, *Cinq semaines avec le bataillon Henri Barbusse en Espagne*. Paris, édité par le mouvement populaire « Paix et Liberté », 1937, p. 8.

<sup>19</sup> RGASPI 545.6.1116 : Dossier personnel de la volontaire française Chaffard Claire.

<sup>20</sup> RGASPI 545.6.1397 : Lettre du PCF Région marseillaise au secrétariat du Parti, à propos de Lucienne Savin. Marseille, 20 mars 1937.

<sup>21</sup> RGASPI545.6.1413 : *Biografía de Militantes* Taillepied de Ruiz Adeline [Georgette Leclerc ?], 29 janvier 1938.

Espagne depuis mai 1936 avec son compagnon, le dirigeant de la jeunesse communiste espagnole Trifón Medrano Elurba, avant que celui-ci ne décède lors d'un accident à Bilbao en février 1937<sup>22</sup>.

C'est parmi les Françaises que l'on retrouve le plus grand nombre de femmes ayant accédé à de hautes fonctions de direction et d'encadrement, dont les deux seules commissaires politiques féminines. Pauline Marty, compagne du « patron » et présente sous une fausse identité, fut nommée le 22 novembre 1936 inspectrice des hôpitaux d'Albacete, c'est-à-dire commissaire politique en chef du SSI, avant d'être reléguée comme bibliothécaire<sup>23</sup>. Jeannette Oppmann, surnommée « commissaire Jeannette », fut déléguée politique dans les services de santé de la colonne milicienne du capitaine Alberto Bayo lors du débarquement sur Majorque, puis dans ceux de la XIV<sup>e</sup> brigade internationale avant d'être rattachée avec le grade de lieutenant aux services du 5<sup>e</sup> Corps d'Armée. Avec le même grade, Marguerite « Maïa » Guimpel-Levitzky, sœur du cadre communiste Boris Guimpel, dirige les services de santé du 2<sup>e</sup> groupe d'artillerie lourde « Slave » avant de rejoindre la 35<sup>e</sup> division<sup>24</sup>. Ces parcours exceptionnels ne sauraient pourtant occulter la précarité des femmes volontaires.

### **La masculinisation des Brigades internationales par la ségrégation**

Pour toutes les volontaires, la création de l'armée régulière républicaine, en sus puis en remplacement des milices populaires, révisait drastiquement leurs horizons et précarisait leur situation. Pour rester en Espagne, il faut pouvoir trouver une activité ouverte ou réservée aux femmes et où la méconnaissance de la langue espagnole n'est pas rédhibitoire. À Barcelone, la communauté des Français s'organise et les sections étrangères des organisations prolétariennes catalanes tâchent de placer les démobilisées, jusqu'au printemps 1937. À partir de ce moment, la situation des étrangers non mobilisés ou sans emploi dans l'industrie se détériore. Pour celles qui ont rejoint, ou se sont associées, aux Brigades internationales, il fallut accepter les fonctions ancillaires ou d'infirmières, sans toujours disposer des compétences requises, ou repartir.

Le premier document ségrégant les femmes des Brigades internationales date du 1<sup>er</sup> décembre 1936 :

Il est rappelé à tous les commandants d'unités et chefs de service que les BI et la base sont des unités régulières de l'Armée espagnole. Dans ses conditions, et suivant le règlement de l'Armée espagnole, aucune femme ne peut être admise dans aucun

---

<sup>22</sup> RGASPI 545.6.1386.83 : *Biografía de Militantes* Roger Henriette, épouse Marrane. Albacete, 27 mars 1938.

<sup>23</sup> RGASPI 545.2.44 : Armée espagnole - Base des BI. État-major Note de service n° JS 96 22 novembre 1936 ; Décision du 1<sup>er</sup> décembre 1936.

<sup>24</sup> AGMAV C.1092 Cp6 D1/6-11: *Liste des officiers du SS SRI N°3 (Direction, administration), hôpital n°1 et annexe (Cueva la Potita, Pontones, Gota de Leche, Grand hotel, Cuartel Central) Garnisons et Centre de rééducation Mahora* ; RGASPI 545.3.612.37 : Le commandant de la base d'artillerie d'Almansa au commandant du 2<sup>e</sup> GAL, Almansa, 14 octobre 1937.

service quel qu'il soit. Il est également rappelé en même temps qu'à part les femmes de services espagnoles employées dans des conditions bien déterminées et salariées aucune femme ne peut pénétrer dans les cantonnements. Les femmes correspondantes des journaux divers recevront un permis spécial de l'état-major. Ne pourront être utilisées que des femmes possédant leurs diplômes de médecins, chirurgie, infirmières qualifiées dans les hôpitaux et uniquement dans les services sanitaires, hors des casernes et des unités de combat<sup>25</sup>.

Cette décision fut diversement appréciée parmi les volontaires. Si la majeure partie soutinrent ce qu'il leur semblait une mesure adaptée à un corps militaire, d'autres s'en étonnèrent, comme Robert, volontaire français de Bagnolet, dans une lettre adressée à sa compagne :

En parlant de femme je dois te dire que j'en ai vu trois, aussi je ne comprends guère pourquoi on ne t'a pas acceptée. [...] On vient de me dire que les femmes qui sont ici seront peut-être obligées de repartir<sup>26</sup>.

Le processus de régularisation est passé par une étape de « dévirilisation » des volontaires féminines, par l'obligation, suivant celle de se tenir éloignée des postes et des espaces combattants, d'une distinction extérieure de genre. Le 18 janvier 1937, le commandant de la Base publiait un rappel à l'ordre. Les « camarades femmes » doivent se distinguer des « volontaires » par leurs tenues :

Le commandant de la base rappelle à tous les chefs de services et commandants d'unités que les camarades femmes employées dans les services auxiliaires et particulièrement au service de santé ne doivent pas donner à croire qu'elles sont des femmes-soldats ou des miliciennes. En conséquences, et pour éviter toute confusion, les chefs de service et commandant d'unités doivent rappeler aux camarades femmes de leur service qu'elles doivent conserver les vêtements de leur sexe et éviter tout habillement d'allure pseudo-militaire tels que pantalon, capotes, vestes de soldat, etc. Les camarades femmes, et particulièrement celles affectées au service de la santé et qui auraient touché des effets militaires sont invitées à les remettre immédiatement au magasin de la Base<sup>27</sup>.

Le refus des vêtements « pseudo-militaires » pour les femmes s'étendit à tous les vêtements masculins, sans aucune prise en compte des aspects pratiques. Fanny Golub, une volontaire américaine, a témoigné que, durant la deuxième bataille de Teruel en 1938, André Marty fut scandalisé de voir les infirmières travailler en pantalon de laine (la température atteignait -15°)<sup>28</sup>. Le fait n'est pas nouveau, lors des premières expériences de militarisation des femmes,

---

<sup>25</sup> RGASPI 545.2.44 : *Note de service du 1<sup>er</sup> décembre 1936*, signé par le commandant Vital Gayman.

<sup>26</sup> Centre d'histoire sociale (Paris-université Paris I) Archives André Marty AM 10 Dossier *Témoignages et récits*. Lettre d'Albacete de Robert à sa femme du 14 novembre 1936.

<sup>27</sup> RGASPI 545.2.45 : *Décisions du 18 janvier 1937*. Par Vidal.

<sup>28</sup> Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives, New-York University ALBA Vertical files Dossier *Nurse* : Hunt Sarah, « New York City Nurses Who Volunteered in Spain », non publié, 2005, p. 19.

on avait déjà reproché aux auxiliaires féminins de la Première Guerre mondiale de « singer » les hommes en portant l'uniforme<sup>29</sup>. Les décisions de décembre 1936 et janvier 1937 vinrent refermer la parenthèse d'une mixité, très incomplète mais néanmoins réelle, par un retour aux pratiques de séparation en cours dans les organisations communistes françaises et la priorité accordée à l'activité des hommes<sup>30</sup>.

### **La fragilité des parcours féminins parmi les volontaires internationaux**

Davantage encore que pour leurs homologues féminines, le sort des Françaises dans les Brigades internationales a été considérablement dépendant des lubies d'un parangon de misogynie, situé à la tête des Brigades : André Marty. Il est l'auteur de plusieurs dizaines de rapports ou de mentions stigmatisant le rôle prétendument délétère des femmes, espagnoles et, plus encore, étrangères, dans tous les secteurs. Tandis qu'il avait déjà attribué, devant le secrétariat de l'Internationale communiste, le manque d'armes de l'armée républicaine aux miliciennes qui les avaient perdues<sup>31</sup>, il fut naturellement horrifié de constater leur présence nombreuse à Albacete dans la Base des Brigades internationales.

Un mois après leur création, André Marty convainc la direction politique que la Base et l'hôpital international d'Albacete sont infestés de saboteurs et d'espions. Il fit immédiatement procéder à une vaste épuration du personnel, par des méthodes policières et brutales, visant en particulier les membres féminins. Douze mandats d'arrêt furent distribués, mais l'opération n'eut pas le succès escompté selon l'aveu même d'André Marty.

Les femmes qui roulaient (sic) dans Albacete furent expulsées, à part une Suisse et une Allemande protégées par le responsable allemand [...], ce qui permit à ces femmes de continuer leur travail de décomposition pendant deux mois. Du travail d'investigation que je continuai personnellement, il ressort que [un cadre], sous prétexte de les

---

<sup>29</sup> GOULD Jenny, « Women's Military Services in First World War Britain » in HIGGONET Margaret R., JENSON Jane, MICHEL Sonya, COLLINS Margaret, *Behind the Lines : Gender and the Two World Wars*, New Haven, Yale University Press, 1987, p. 120.

<sup>30</sup> BOULLAND Paul, MISCHI Julian, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2015/2 n° 126), p. 77-78.

<sup>31</sup> « *Questions des armes. Les camarades espagnols réclament des armes, ils ont raison, cependant ils ont des armes, mais elles sont mal utilisées ou ils ne savent pas les utiliser ? Au début on a donné des bons fusils Mauser à des jeunes filles qui naturellement étaient incapables de s'en servir, de toutes ces armes données aux miliciennes, 9 fois sur 10 étaient perdues. C'était pour le théâtre, mais pas pour la lutte, d'ailleurs beaucoup de ces miliciennes ont joué un rôle de décomposition inouï.* » RGASPI 495.18.1117 : *Secrétariat de l'IC Réunion de l'IC* [10 octobre 1936]. Rapport d'André Marty, p. 29.

utiliser, protégeait et couvrait les femmes les plus suspectes [...]. Il était lui-même atteint de déséquilibre sexuel total<sup>32</sup>.

L'intéressé, cadre polonais de la Main d'œuvre immigrée (MOI) courageux, est renvoyé en France « pour fatigue nerveuse » avec un rapport carabiné. Loin de régler le « sabotage » régnant dans les services sanitaires, la situation empire effectivement. Cela peut s'expliquer du fait de la méthode choisie : arrestations suivies d'interrogatoires de plusieurs médecins et d'infirmières opérées au milieu de la nuit. Las, le 29 décembre 1936, sur ordre d'André Marty, le commandant de la Base des Brigades internationales organisait un recensement des femmes présentes afin de connaître leurs « caractéristiques », c'est-à-dire les employées, les compagnes mais aussi les femmes « qui fréquentent des responsables ou des officiers pour des raisons quelconques »<sup>33</sup>. Une vingtaine de femmes seulement parviennent à demeurer employées à la Base. Pour se justifier de l'éviction des étrangères non requises, on rappelle la prohibition des femmes dans l'armée républicaine car « le temps n'est plus de l'époque des milices où malheureusement trop de femmes furent admises, ce qui fut préjudiciable [autant] pour elles que pour la lutte<sup>34</sup> ».

André Marty n'a jamais accepté le fait que des femmes puissent être militarisées dans l'armée républicaine, ni surtout qu'elles puissent dépendre d'une autre autorité que la sienne. Cela put être le cas y compris pour une personnalité communiste française ayant pourtant une certaine notoriété et des appuis haut placés : Simone Téry. Personne n'ayant prévenu André Marty de sa venue, elle s'était donc « infiltrée » au sein des Brigades internationales et, de ce fait, était suspecte ; il la déclare « indésirable<sup>35</sup> ». Élisabeth Ricol, dite « Lisa Lopez » et future Lise London, évoque dans son autobiographie qu'elle eut elle aussi à souffrir de ses paranoïas<sup>36</sup>. Incontestablement, André Marty est l'auteur de la quasi-totalité des décisions misogynes des Brigades internationales et il fut à l'origine non pas de la séparation des sexes et des affections par le genre, mais d'une politique vexatoire et suspicieuse à l'encontre des femmes<sup>37</sup>. Son rappel à Moscou, d'avril à octobre 1937, correspond à une période prolifique d'engagements volontaires féminins.

Conjugué avec certains écrits de la main de Marty, on constate que son antipathie pour les femmes ne l'empêchait pas de s'entourer de collaboratrices. Ainsi, il est celui qui permit la venue de Lise London en Espagne, en la réclamant spécifiquement, en novembre 1936 – elle

---

<sup>32</sup> RGASPI 545.6.1110 Rapport d'André Marty devant le Presidium *Quelques données sur les cadres des Brigades internationales. C. Lutte contre l'espionnage, le sabotage et la provocation*. 26 août 1940 [Rapport initialement rédigé le 9 octobre 1937]

<sup>33</sup> RGASPI 545.2.44 : *Décision [du BP] du 29 décembre 1936*, signé Vidal.

<sup>34</sup> RGASPI 545.3.450 : *Au camarade André Kobal, Commissaire juridique de la XV<sup>e</sup> Brigade*. André Marty, Albacete, 18 avril 1937.

<sup>35</sup> RGASPI 545.6.1415 : Lettre de Marty au secrétariat du Comité central du PCE. Barcelone, 8 juin 1938.

<sup>36</sup> LONDON Lise, *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, coll. « Mémoire », 1996, p. 246 à 313.

<sup>37</sup> En 1944, alors qu'il est représentant à la commission de la Défense nationale de l'Assemblée consultative provisoire, André Marty continuera d'être l'adversaire acharné des femmes militarisées. MIOT Claire, « Combattantes sans combattre ? Le cas des ambulancières dans la Première armée Française (1944-1945) » in *Revue historique des armées* n°272, Vol.1, 25-35, note 55.

est enceinte et fait une fausse couche en Espagne -, tandis que son compagnon tchèque, Artur « Gerard » London dut, lui, attendre l'autorisation du Parti pour s'engager dans les Brigades internationales. Elle fait partie de ce personnel professionnel, sûr et efficace requis notamment auprès du PCF. En janvier 1937, André Marty réclamait dix militants triés sur le volet de plus, dont trois femmes<sup>38</sup>. Il avait l'habitude de recourir à des femmes dans le cadre de missions spéciales et de renseignements, dans le Parti comme à l'extérieur, dont sa première femme, Pauline, qu'il avait épousé en 1924<sup>39</sup>. De fait, les cadres politiques comme plus tard ceux de la Résistance eurent régulièrement recours à leurs épouses comme agents de liaison<sup>40</sup>. Paradoxalement, André Marty avait tout à fait connaissance de la réprobation et des difficultés rencontrées par les femmes volontaires dans leur entourage. À propos d'une militante chevronnée, la Française Yvonne Robert, qui deviendra une intime, il relève que :

Elle était l'objet dans le parti et hors du parti du rayon de Bagnolet d'une violente campagne de diffamation à cause de son séjour en Espagne (mauvaise épouse, mauvaise mère, etc.) due à un noyau de saboteurs et à l'ennemi de classe<sup>41</sup>.

Cependant, de par l'appui et la confiance d'André Marty, l'itinéraire espagnol d'Yvonne Robert, qui finira capitaine, n'est guère représentatif de celui de ses camarades.

L'insistance d'André Mary envers « les femmes infiltrées » renvoie paradoxalement assez bien à l'absence de statut pérenne des femmes parmi les volontaires. Cela s'est traduit par le fait d'être simplement tolérées, et de devoir répondre à des enquêtes ou de donner des garanties moins souvent exigées des hommes : moralité, situation familiale ou validité des expériences professionnelles. Durant les six premiers mois, celles parvenues en Espagne ont dû le plus souvent accepter de se voir imposer un poste sans correspondance avec leurs aspirations ou intentions initiales, généralement aide-soignante, pour éviter d'être renvoyées vers la France et parfois séparées de leur conjoint. Cette réaffectation vers les services sanitaires, pas toujours vécue comme décevante, a cependant placé les volontaires dans une situation fragile, à la merci d'une révocation fondée sur l'absence de titres. Tandis que nombre d'hommes furent nommés sous-officiers ou parfois officiers sur de simples vantardises ou la présentation de faux documents, gare à l'étudiante n'ayant pu achever ses études de médecine, à l'infirmière gyrovague ou l'intendante trop ambitieuse, ou tout simplement à la volontaire trop séduisante. Ainsi, l'affectation d'une volontaire est refusée pour un motif plutôt déconcertant :

En effet, [...] cette camarade a une formation politique telle qu'elle participe toujours à la propagation de cancans et de ragots qui ne peuvent aboutir qu'à la démoralisation. Étant donné le travail de démoralisation considérable de l'ennemi dans tous les

---

<sup>38</sup> RGASPI 545.6.1034 : Lettre de Marty au CC du PCF. Albacete, 26 janvier 1937.

<sup>39</sup> TALENS-PÉRI Pauline, *Moi, pauline, fille de Gabriel Peri, la batarde du pc*, sans lieu d'édition, Éditions de L'ixéa, 2005, p. 20.

<sup>40</sup> SCHWARTZ Paula, « Redefining Resistance : Women's Activism in Wartime France » in HIGGONET Margaret R. et alii, *Behind the Lines : Gender and the Two World Wars*, New Haven, Yale University Press, 1987, p. 150.

<sup>41</sup> RGASPI 545.6.1377 : *Confidentiel*, s.l.17 décembre 1939.

services militaires, ceux de l'arrière encore plus que ceux de l'avant, la stricte prudence exige qu'un ou qu'une camarade qui a pu être seulement accusée d'avoir fait courir des ragots, ne soient pas admis dans les services hospitaliers, qui sont les seuls services où une camarade femme, infirmière, pourrait être utile<sup>42</sup>.

La pression peut être également politique. Un soldat communiste exprimant son désaccord avec la ligne est mal noté, mais le combattant prime sur le militant<sup>43</sup>. Marcelle Valensie, infirmière volontaire et militante communiste parisienne est quant à elle exclue de sa cellule pour divers reproches attestant de son indépendance d'esprit<sup>44</sup>. Parlant quatre langues, militante depuis 1931, infirmière diplômée, assistante en rayon X dans le plus gros hôpital de chirurgie de Murcie, elle semble avoir particulièrement souffert de la pression militante et politique qu'on lui a imposée dans les Brigades sans trouver d'intercesseur<sup>45</sup>. En effet, plutôt que d'entrer dans une confrontation avec la hiérarchie, qui serait sanctionnée par un renvoi d'Espagne et éventuellement suivie d'une seconde sanction en France, les contestations s'effectuent par des évitements, des déviations. En conflit avec la direction militaire de la brigade où elle officie comme dentiste, Juliette Albert, future épouse Ténine, « démissionne » et quitte l'infirmerie de la brigade. Elle rejoint le poste sanitaire de la division où elle dispose d'appuis. Au-delà de ses relations, et surtout de l'absence de Marty, la pleine possession de ses propres outils de dentisterie (qu'on essaie de lui confisquer), constitua sa principale garantie et lui permit de continuer son engagement volontaire<sup>46</sup>.

## Conclusion

À l'inverse de la situation prévalant en 1936 où le volontariat féminin trouve sa place dans l'élan de spontanéité, les volontaires françaises des Brigades internationales durent justifier d'une compétence recherchée dans l'effort de guerre tandis que leurs homologues masculins furent transmués en fantassins après quelques semaines d'exercices rudimentaires. D'autre part, s'il fut plus facile pour les hommes d'intégrer les Brigades internationales que d'en sortir, ce fut exactement l'inverse pour les femmes. Néanmoins, les parcours compliqués des Françaises constituent la preuve indiscutable d'une capacité à agir au travers des obstacles et des assignements. Mais il y eut également des prises de pouvoir par l'occupation par des femmes de fonctions supérieures, une exception qui, bien que remarquable, doit surtout à la raréfaction des compétences. Cette exception doit être replacée dans le contexte de l'essentialisme présidant dans la répartition des fonctions, un contexte seulement contesté à

---

<sup>42</sup> RGASPI 545.3.450 : *Au camarade André Kobal, Commissaire juridique de la XV<sup>e</sup> Brigade*. André Marty, Albacete, 18 avril 1937.

<sup>43</sup> SILL Édouard, « L'épreuve du feu. Quand les militants sont des combattants : discipline et sanctions partisans au sein des volontaires communistes français des Brigades internationales (1936-1939) » in ALLAL Amin et BUÉ Nicolas (dir.), *(In)disciplines partisans, Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 243-262.

<sup>44</sup> RGASPI 545.6.1428 : Courrier du CC du PCE au CC du PCF, 11 août 1937.

<sup>45</sup> Elle quitte l'Espagne peu avant son exclusion du PCE, on ne connaît pas les suites données à l'affaire par le PCF.

<sup>46</sup> RGASPI 545.6.1050 : Jefatura de Sanidad Divison 35 : Au Lieutenant-Colonel Dumont, commandant de la 14<sup>e</sup> Brigade, par le médecin en chef Dubois ; Courrier de Dumont au CG des BI, Albacete. PC de la Brigade le 25 juillet 1937.

la marge, bien que l'historiographie actuelle ait pu avoir tendance à tirer des observations téléologiques ou encore à antidater des témoignages rétrospectifs. Mais l'engagement espagnol atteste d'une prise de puissance en cours, c'est-à-dire de « gagner en liberté en s'enrôlant » comme l'a admirablement résumé Luc Capdevila, malgré la somme des contraintes<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> CAPDEVILA Luc, « Identités de genre et événement guerrier. Les expériences féminines du combat » in *Sextant. Revue du Groupe Interdisciplinaire d'Études sur les Femmes et le Genre* n°28 « Femmes en guerres », 2011, p. 22.

